

JUIN 2012



**Pour renverser la nouvelle Bastille
qu'est le capitalisme,**

**il faut construire un
Front Populaire de Gauche
et reconstruire un vrai
Parti Communiste!**

La malédiction de la division qui a fait échouer le projet d'une candidature unique et unitaire du camp antilibéral à la présidentielle de 2007 a été évitée en 2012. JL Mélenchon a été ce candidat unitaire. Il a obtenu plus de 11% au terme d'une campagne qui a, au fil des jours, suscité une espérance, une ferveur et une mobilisation de plus en plus populaire. Il a fait le choix d'affronter ouvertement le parti fasciste et de le démasquer comme parti de la grande bourgeoisie utilisant la démagogie nationaliste et sociale pour tromper le peuple assommé par les politiques libérales et l'austérité imposée par l'UE du grand capital. Ce choix a fait renaître une alternative antifasciste crédible dans le pays.

Si le PCF, le PG, le PCOF, la FASE, la Gauche Unitaire, le RCC, etc., ont mené ensemble campagne sur le programme antilibéral du Front de Gauche (FG) pour faire émerger une nouvelle alternative électorale antilibérale à la bipolarisation politique UMP/PS ou « droite/gauche », les organisations trotskistes (LO, NPA, POI) ont joué encore une fois cavaliers seuls et des organisations de la reconstruction communiste (PRCF, URFC) ont boycotté le premier tour.

L'émergence électorale du camp du NON au Traité Constitutionnel Européen de 2005

C'est la nouvelle brèche qui commence à s'ouvrir avec la campagne menée par le Front de Gauche (FG). En effet la fracture politique ouverte par l'opposition frontale du peuple, près de 55%, au projet de constitutionnalisation du libéralisme et d'unification politique de l'UE s'est enfin électoralement frayée un chemin sous la dalle socialement meurtrière du bloc impérialiste prédateur européen. Plus de 4 millions d'électeurs se sont emparés du vote Mélenchon/FG pour exprimer leur refus de se soumettre à l'avalanche idéologique de cette pensée unique du libéralisme eurocratique, cimentée par le régime présidentiel, et imposant le bipolarisme UMP/PS à partir de 1981.

Historiquement dans le contexte de la guerre coloniale d'Algérie et des indépendances Africaines, la bourgeoisie a mis fin au régime parlementaire de la IVe République pour le remplacer par le régime présidentiel de la Ve République dans le but d'affaiblir le principal facteur « d'instabilité politique » d'alors qu'était le PCF des Thorez/Duclos/Frachon. Le piège consistait à enfermer le Parti Communiste, longtemps majoritaire, dans une stratégie d'alliance électorale avec le PS par le programme commun de gouvernement et l'alternance politique en 1981, au moment où se posait concrètement la nécessité de passer à la robotisation des usines et donc au chômage de masse. Les résultats en ont été la participation du PCF au gouvernement et la réduction progressive et accélérée de son influence électorale et de sa combativité de classe. La répétition du « socialisme ministériel » du 19ème siècle a servi à ramener le PCF, jadis glorieux « Parti des Fusillés », aux travaux pratiques de la collaboration de classe en 1981 et en 1997 avec le « gouvernement de gauche plurielle » devenue « gauche plus rien ».

La tragédie de la social-démocratisation du PCF accélérée par la « mutation » opportuniste du « communisme national » avec la défaite du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS a désarmé le mouvement ouvrier, y compris syndical, qui a subi défaites sur défaites depuis plus de 30 ans malgré des luttes importantes.

L'hégémonie sans partage du libéralisme a non seulement liquidé les derniers restes marxistes au sein du PS (qui a succédé à la SFIO), mais s'est fait sentir au plus haut niveau dans le PCF lui-même et dans le mouvement syndical. Cette influence du libéra-



6000 manifestants à Billy-Montigny (62) lors d'un meeting du Front de Gauche pour les législatives 2012. Pierre Thorez, historien, communiste, fils de Maurice Thorez, en compagnie d'Hervé Poly, secrétaire général du PCF62, candidat Front de Gauche dans la circonscription d'Hénin Beaumont, suppléant de Jean-Luc Mélenchon.

lisme, cette corruption délétère, au sein du mouvement ouvrier et communiste, s'est opérée par un ralliement progressif à la construction du bloc impérialiste européen sous le trompeux label « Europe sociale », métastase de la déviation révisionniste des années 70 dite « Eurocommunisme ».

Mais parallèlement les dégâts sociaux du libéralisme et les effets de la crise capitaliste ont enclenché un processus de différenciation au sein de la couche de l'aristocratie ouvrière, au sein de la bureaucratie syndicale, au sein de ce que d'aucun appelle « la classe moyenne ». L'approfondissement et l'aggravation de la crise économique a créé une peur grandissante parmi les dites « classes moyennes » issues de la « société de consommation » à crédit. Cette situation a engendré les phénomènes montants de l'abstention et du vote lepéniste. La montée électorale du fascisme lepéniste a été aussi manipulée par la stratégie social-fasciste du PS de Mitterrand pour affaiblir la droite et obtenir deux mandats présidentiels successifs.

Profitant de la perte d'influence du PCF et du désarroi du mouvement ouvrier, la bourgeoisie s'est lancée dans une offensive ouverte contre les acquis sociaux et démocratiques du monde du travail obtenus de haute lutte par les grèves générales en 36, la résistance en 45 avec le programme du Conseil National de la Résistance (CNR), et la grève générale de 68, mais aussi grâce à l'influence du PCF premier parti du pays dans l'immédiat après guerre, et aux avancées révolutionnaires du camp socialiste et de l'URSS. C'est pour mettre en œuvre ce démantèlement ultralibéral qu'a été élu Sarkozy en 2007, après le travail de sappe du PS et de la « gauche plurielle », et que Denis Kessler, ex-vice président du MEDEF expliquait ainsi sans complexe (« Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! ») : « *Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance (CNR), un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité Sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et*

1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! » (Challenges, 4 octobre 2007).

C'est ainsi Denis Kessler lui-même qui avoue que cet « adieu à 1945 » n'est devenu possible qu'aujourd'hui parce qu'il « aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi-disparition du parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti Socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait aussi que le débat interne au sein du monde gaulliste soit tranché, et que ceux qui croyaient pouvoir continuer à rafistoler sans cesse un modèle usé, devenu inadapté, laissent place à une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et sociaux. Désavouer les pères fondateurs n'est pas un problème qu'en psychanalyse » (idem).

Saisissant l'opportunité du référendum sur le traité de Maastricht, puis surtout sur le TCE, les forces antilibérales multiples et éparpillées se sont mobilisées, notamment les forces syndicales et celles des innombrables luttes sociales pour infliger une cinglante défaite dans les urnes à l'offensive libérale du Medef et des partis eurocrates UMP, PS, MODEM, Verts, etc.

Cette réaction défensive du monde du travail dos au mur est l'acte fondateur du processus de rupture en cours entre camp libéral (UMP, PS, MODEM, Verts, FN) et camp antilibéral (FG, PCF, PG, LO, NPA, POI) plus les organisations de la reconstruction communiste (PRCF, PCOF, URFC, RCC) et de larges secteurs du monde syndical et associatif.



Le Front de Gauche doit aussi devenir un front antifasciste

La campagne et les résultats électoraux du premier tour de la présidentielle ont révélé encore une fois la menace que constitue désormais le fascisme dans le pays. La candidate du Front National a récolté 6,4 millions voix, près de 18% des électeurs. Le traumatisme d'un JM Le Pen arrivant au second tour en 2002 avait été un des facteurs de la « rupture » préconisée par Sarkozy pour gagner la présidentielle de 2007, en plus des options du Medef pour en finir avec le « compromis historique » gaullo-communiste exprimé par le programme du CNR au sortir de la guerre. A l'instar des autres pays, en France, la construction de l'UE - bloc impérialiste à vocation hégémonique mondiale - impulse aussi la montée en puissance partout de forces fascistes qui, peu à peu, lèvent la tête dans tous les pays du sous-continent européen. Les fascistes d'aujourd'hui,

tout comme ceux d'hier, surtout après la crise de 1929, manient la démagogie nationaliste et sociale, voire 'socialiste' pour capter le mécontentement populaire et l'orienter contre « l'ennemi de l'intérieur » : immigré(e)s, musulmans, etc., et contre les concurrents de 'notre' impérialisme dans et à l'extérieur de l'UE.

Du point de vue des intérêts du capital financier Français surtout en période de crise de l'impérialisme, le FN fasciste sert à :

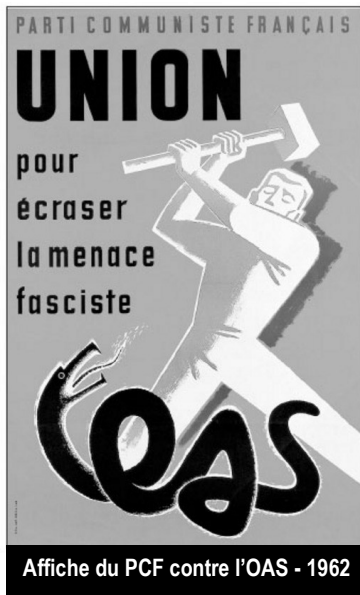
- créer un « ennemi intérieur » à la « nation » désigné comme étant l'immigré(e) et l'Islam ;
- diviser le monde du travail selon les critères racistes d'origine, de couleur, de culture, de religion ;
- substituer les intérêts « nationaux » aux intérêts de classe, c'est-à-dire semer la confusion entre intérêts patronaux et intérêts ouvriers et les rendre conciliables, à la place de la lutte des classes entre patrons et travailleurs ;
- empêcher toute prise de conscience sur le rapport entre l'augmentation exponentielle des profits capitalistes et l'extension exponentielle de la pauvreté, du chômage, des fermetures d'entreprises, etc. ;
- promouvoir les ambitions d'une partie de la grande bourgeoisie française favorable à « l'Europe des patries » comme moyen de rééquilibrer la construction du bloc impérialiste européen entre impérialisme français et allemand (position démagogiquement et faussement présentée comme une volonté de « sortir de l'UE »)

En réalité les discours lepénistes apparemment « anti-européens » sont exactement de la même nature et de la même fonction que les discours « anti-patronaux » qu'ils tiennent parfois ; Ils relèvent de la démagogie sociale, nationaliste, voire socialisante qui caractérise au fond la stratégie de duperie, surtout en période de crise du système capitaliste, des mouvements fascistes hier comme aujourd'hui, ailleurs comme ici.

Comme l'écrivions dans notre journal *Chantiers* N°28 de septembre 2011 : « La crise du système capitaliste précarise brutalement l'ensemble du salariat et fait du même coup apparaître aux yeux de tous les travailleurs que ce système est mauvais et qu'il faut le changer, non pas en subissant mais en agissant collectivement. Le fascisme est avant tout un antidote de la bourgeoisie pour maintenir, approfondir même son système à travers une remise en question démagogique. Depuis la crise de 2008, la fille Le Pen fait croire que le FN est au service « des ouvriers, des travailleurs Français » tout comme les Nazis le faisaient croire aux « ouvriers et travailleurs Allemands » après la crise de 1929 : « *Nous sommes socialistes, nous sommes des ennemis mortels de l'actuel système économique capitaliste avec son exploitation des personnes économiquement faibles, avec l'injustice des salaires, avec son immoral classement des hommes suivant leur fortune et leur argent au lieu de leur responsabilité et de leur travail et nous sommes résolus à anéantir ce système quelles que soient les circonstances* » ou encore « *Si à gauche, 17 millions de prolétaires voient leur dernier salut dans la lutte de classes, c'est parce que la droite pendant 60 ans le leur a appris par la pratique; D'où tirons nous le droit moral de nous opposer à la pensée prolétarienne de la lutte des classes si l'Etat de classe bourgeois n'est pas d'abord détruit de fond en comble par une nouvelle composition socialiste de la communauté allemande* » (tiré du livre de Kurt Gossweiler, *Hitler, l'irrésistible ascension ?*)

La présidente du FN fasciste répète en fait aujourd'hui presque mot pour mot la ligne de duperie social-démagogique que les nazis ont utilisé pour peser sur la droite politique avant de la faire implorer, pour en rallier les débris éparpillés.

L'évolution récente de l'UMP sous la houlette de Sarkozy est un signe inquiétant et dangereux de la fascisation en cours de sec-



Affiche du PCF contre l'OAS - 1962

teurs de plus en plus importants du Medef. A la base il y a la crise du système, le rejet par une partie du capital français de la domination du capital allemand et le besoin de détourner la colère montante des travailleurs contre les patrons. Les sorties xénophobes et racistes des Sarkozy, Hortefeux, Guéant ne sont pas des accidents, mais obéissent à une stratégie patronale de division des classes populaires pour les maintenir prisonnières de l'idéologie bourgeoise chauvine et nationaliste. Cette stratégie a été conçue pour juguler le traumatisme du

tremblement électoral du second tour Le Pen/Chirac à la présidentielle en 2002. Voilà pourquoi nos médias sont infestés par des délires racistes du genre « toutes les civilisations ne se valent pas » (Guéant), « quand il y en a un, ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a problème » (Hortefeux), « l'identité Française est menacée » (Le Pen), « les émeutes de banlieues sont dues à la polygamie » (Hélène Carrère d'Encausse), la loi amendée sur le « colonialisme positif », etc.

L'idéologie coloniale raciste revient en force au sein de la métropole impérialiste, pour servir la mise au pas interne de la classe ouvrière et du peuple de France devenus de par l'évolution de leur composition sociologique multicolores, multiculturels, multi-religieux.

Ce caractère multinational du monde du travail exige la nécessité d'élaborer et de lutter pour la satisfaction des revendications sociales et démocratiques spécifiques de l'immigration tout comme pour les revendications spécifiques découlant de la double oppression des femmes (en tant que travailleuses et en tant que femmes), comme le droit de vote des étrangers à toutes les élections, la pénalisation effective des actes et crimes racistes, de la discrimination, de l'islamophobie, la régularisation de tous les sans-papiers et l'interdiction des partis fascistes à partir du principe « pas de liberté pour les ennemis de la liberté » (Saint-Just).

Le Front de Gauche commence à se forger et continuera à se forger comme seule alternative antifasciste, en prenant toute la mesure du danger fasciste montant et en développant un programme et une pratique de terrain qui liera revendications globales et revendications spécifiques, luttes globales et luttes spécifiques sociales et politiques.

Le Front de Gauche est aussi le fruit du mouvement altermondialiste avec ses contradictions

L'objectif fondamental du capital est donc de défaire tout ce qui a été obtenu par le monde du travail quand existaient l'URSS et un vrai PCF. Il s'agit ainsi de baisser les coûts de la force de travail afin de rendre « compétitives » les entreprises patronales et de maximiser les profits des actionnaires. C'est cela le but des politiques libérales impulsées par la « mondialisation », c'est-à-dire la tendance inhérente à l'internationalisation du capital.

Après des décennies de révisionnisme responsable de la social-démocratisation du PCF, après des décennies d'anticommunisme militant des forces trotskistes, anarchistes, écologistes, etc., après

des décennies de mépris pour la théorie marxiste-léniniste dans et hors du PCF, le programme antilibéral du FG reflète le niveau de conscience du moment, dans la résistance actuelle des masses confrontées à la broyeuse libérale. Les luttes éparpillées, souvent défaites, de ces décennies ont connu quelques moments d'expression relativement forte, notamment en novembre et décembre 1995 et en 2010 contre la contre réforme des retraites. Les défaites successives ont renforcé le sentiment d'impuissance sur fond de désarroi né de la défaite de l'alternative vivante au capitalisme qu'était l'URSS, le camp socialiste, le socialisme réel.

Sans projet global d'ensemble alternatif au capitalisme, les luttes et résistances sociales et démocratiques ont fécondé des idées parcelaires, partielles, souvent liées aux aspects particuliers de ces combats sociaux et démocratiques. Ce sont ces résistances qui ont donné naissance aux mouvements « antimondialistes » puis « altermondialistes » dont les principales analyses et activités ont été centralisées dans les « Forums Sociaux ».

Voilà ce que nous écrivions dans notre brochure intitulée « Les contradictions du mouvement altermondialiste : Alternative au capitalisme ou nouvelle alternance dans les formes du capitalisme ? (2003) » : « Le terme "libéral" ou "ultra-libéral" est une expression courante dans les textes, analyses et prises de position de nombreux mouvements et organisations de l'alter mondialisme. Un journal comme Le monde diplomatique en France tente de lui donner un contenu théorique critique permettant de fonder une action de contestation. Un mouvement comme Attac décrit de la manière suivante la situation actuelle : " La mondialisation libérale a entraîné une montée des inégalités et de l'instabilité à l'échelle planétaire. La finance libéralisée est un vecteur puissant de ces déséquilibres mondiaux ". Rien n'est erroné dans cette formulation, mais elle est incomplète dans la mesure où elle ne précise pas la source des crises, des guerres et de la situation actuelle. Le libéralisme et l'ultralibéralisme ne caractérisent pas un système économique mais une politique économique déterminée au sein du système capitaliste. Cette politique économique n'est pas simplement le fait de décisions moralement mauvaises des dominants mais correspond à un état des rapports de forces entre classes sociales à l'échelle



Forum Social Mondial de Porto Alegre (2001)

mondiale. Le même système capitaliste utilisera des politiques économiques différentes (comme des attitudes différentes à l'égard des droits démocratiques d'ailleurs) selon le contexte du rapport de force. Ainsi l'existence du socialisme réel, des pays de l'Est, des luttes de libération nationale et de la lutte des travailleurs dans les pays du Nord ont conduit les classes dominantes à adopter le keynésianisme pendant les « trente glorieuses ». De même la disparition de ces pays et les conséquences négatives en chaîne sur les luttes de libération nationale et sur les luttes des classes dans cha-

cun des Etats ont conduit à l'abandon du keynésianisme et à l'adoption du monétarisme, c'est-à-dire du libéralisme. Il ne s'agit pas ici d'une simple querelle de termes. Si le système économique mondial est caractérisé comme capitaliste, alors la solution doit logiquement être recherchée dans l'abolition de ce dernier, c'est-à-dire dans la suppression de la propriété privée des moyens de production. Si au contraire, c'est son aspect libéral qui est mis en avant, alors l'idée d'une possible correction du capitalisme par une réglementation s'impose. En fait, l'expression " mondialisation libérale " est un mythe idéaliste visant à détourner le combat vers une correction keynésienne du capitalisme. Nous parlons d'idéalisme dans la mesure où une telle correction n'est pas possible, n'est plus possible. Pour qu'elle le soit de nouveau, il faudrait recréer une situation de rupture, à l'instar de la Révolution d'Octobre 1917, d'un ou de plusieurs pays avec le capitalisme, rupture suffisamment importante pour qu'elle puisse influencer sur les décisions des classes dominantes des autres pays restés capitalistes. Autrement dit, la condition de possibilité du keynésianisme est justement de combattre le capitalisme et de le faire céder dans plusieurs maillons du système capitaliste mondial. Refuser de prendre le capitalisme comme cible, c'est se condamner à la seule perspective de correction de ses effets » (10 novembre 2003).

Mais tenant compte de l'implication de ce rescapé du camp socialiste qu'est Cuba dans les débats du mouvement « altermondialiste », nous observons aussi : « *Nous sommes bien en présence de deux lignes antagonistes : l'une voulant réformer les I.F.I., l'autre voulant les combattre. Soulignons que cette divergence en révèle une autre encore plus fondamentale : celle sur la question nationale. Les uns proposent une réforme des I.F.I. parce qu'ils considèrent que la forme nationale (l'Etat Nation ou l'Etat Multinational) a fait son temps et qu'il convient en conséquence de prendre acte de l'aspect inéluctable de la re-mondialisation. D'autres au contraire, essentiellement dans les pays du Sud, insistent sur le nécessaire combat pour reconquérir une souveraineté nationale dans les choix économiques » (idem). Avant de conclure : « *Le mouvement altermondialiste est l'expression de la résistance populaire à l'échelle mondiale. Il est porteur de potentialités énormes de luttes mais également de lignes différentes et contradictoires. La force potentielle de ce mouvement suscite des craintes de la part des classes dominantes et des grandes puissances impérialistes. Ces dernières tentent et tenteront d'affaiblir la force de contestation de ce mouvement en diffusant par de multiples théorisations le mythe d'une possible réforme des institutions qui régissent la mondialisation capitaliste. Déjà des propositions de rencontre se font visant à mettre autour d'une table de négociation le mouvement social et les organisations capitalistes internationales afin de neutraliser l'aspect contestataire du mouvement altermondialiste. De grands groupes capitalistes n'hésitent pas à proposer des financements pour l'organisation des Forums en se déclarant pour un " commerce éthique ", pour une " gestion humaine de la dette ", pour une " annulation progressive ", pour des " comportements citoyens des entreprises ", etc. Le pôle impérialiste européen en construction tente également d'instrumentaliser le mouvement dans son combat féroce contre son rival états-unien. Face à cette offensive visant à " intégrer pour neutraliser ", il est urgent et important de mener le débat et de clarifier les combats, en particulier sur les points suivants : — Il ne s'agit pas de combattre des excès libéraux ou ultralibéraux mais de remettre en cause la domination d'un système économique précis, le système capitaliste ; — Il ne s'agit pas de s'opposer à un " empire " mais de combattre un système impérialiste mondial producteur de misère et de guerre ; — Il ne s'agit pas de s'appuyer sur un impérialisme (l'Union Européenne) pour en combattre un autre (les USA) ; — Il ne s'agit pas de réformer les I.F.I. mais de les combattre pour pouvoir les supprimer quand le rapport des forces le permettra ; — Il ne s'agit pas de rendre " démocratique " la re-mondialisation capitaliste mais**

de se battre pour la souveraineté nationale ; — Il ne s'agit pas de réformer et d'adoucir la dette mais de la supprimer entièrement tout en imposant les réparations pour les destructions de l'esclavage et de la colonisation ; — Il ne s'agit pas de négocier des règles plus souples de l'OMC en matière agricole mais de refuser l'OMC et d'imposer des réformes agraires radicales » (idem). Telle était notre critique pertinente des limites des tenants altermondialistes dans leur opposition justifiée au libéralisme triomphant, critique qui nous a permis de fixer nos tâches vis-à-vis de ce mouvement des masses petites bourgeoises peu à peu rejoint par une fraction active et militante du mouvement ouvrier.

Le mouvement altermondialiste est objectivement l'expression d'une résistance populaire « économique », voire économiste, démocratique et de solidarité, face au désastre causé par l'offensive libérale du capitalisme mondial au centre et à la périphérie du système impérialiste dans une période de défaite du Mouvement ouvrier Communiste Mondial (MCI).

Unité autour du programme minimum antilibéral et travail indépendant sur le programme maximum anticapitaliste

Si la victoire du vote NON au TCE, majoritairement ouvrier, est la mère du Front de Gauche, le mouvement altermondialiste en est le père. Cet accouplement a produit le Front de Gauche comme expression politique de la rébellion des masses populaires (ouvriers, employés, paysans) encore dominées par les couches sociales en voie de paupérisation et de déclasserment que sont la petite bourgeoisie, l'intelligentsia précarisée, les professions libérales et l'aristocratie ouvrière.

Comment s'étonner dès lors que le programme centré sur « l'humain d'abord » reflète les revendications syndicales (salaires, emplois, temps de travail, etc.), les exigences de logements sur le principe juste « d'un toit pour tous », l'égalité des sexes, l'antiracisme, l'énergie propre et publique, l'abandon du tout nucléaire, le développement du transport public ferroviaire, fluviale, maritime, la transition écologique de l'agriculture, la protection du petit paysan contre l'agrobusiness, la relocalisation des emplois délocalisés par l'interdiction des fermetures et licenciements boursiers, la VIe République, la démocratie participative, la fin de la marchandisation de la santé, de l'école, etc. ? Tout ceci à partir des positions antilibérales, et non anticapitalistes, du « partage des richesses » (autrement dit limiter le taux d'exploitation plutôt que l'endiguer) par la « taxation des spéculateurs boursiers et du capital financier, etc. ».

Bien d'autres points restent en suspend, comme ceux de l'immigration, des sans papiers, de l'islamophobie, des Roms, de la laïcité, des guerres coloniales impérialistes comme en Libye, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan, en Irak, en Yougoslavie, des subversions impérialistes en Syrie, en Iran, notamment celles de « notre » propre impérialisme, de la solidarité internationaliste concrète avec Cuba socialiste, avec les pays de l'Alba, la Corée du Nord, le Vietnam et des peuples soumis à la « Françafric », à « l'Eurafric », à « l'Usafric », sur la nécessité de sortir de l'euro et de l'UE, sur la nature dictatoriale de classe de la 'démocratie' bourgeoise, sur la décolonisation des Dom-Tom, sur les 'pays émergents' non impérialistes comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie qui sont les véritables cibles en bout de course de l'actuel cycle des guerres coloniales des USA et de l'UE impérialistes, et sur l'expropriation des moyens de production des capitalistes par la révolution socialiste comme en URSS en 1917, ... Seuls les communistes véritables sont porteurs d'un tel programme, qu'ils doivent mettre en débat dans le mouvement et le front afin que la vie elle-même, qui

interpelle déjà chaque composante du Front de Gauche, rend inévitable l'engagement commun sur ces questions qui touchent au programme maximum, celui de la révolution socialiste et du pouvoir prolétarien.

Il est important que les communistes continuent le travail indépendant de propagation de leurs analyses et positions, notamment sur la nécessité incontournable que le prolétariat se mêle des « affaires politiques » dans le cadre de la transformation progressive du Front de Gauche en Front Populaire de Gauche, que le prolétariat se ré-occupe de la « politique » et prenne progressivement la tête des masses laborieuses en lutte. Ce travail indépendant des communistes doit être mené parallèlement au travail unitaire d'élargissement et d'enracinement du *programme minimum* du Front de Gauche au sein des masses afin de contraindre le capital et ses partis UMP/PS/MODEM/FN à des reculs et stopper l'hémorragie sociale et démocratique actuelle, étape vers l'offensive révolutionnaire pour le socialisme.

C'est à cette dialectique entre *union pour ancrer l'antilibéralisme dans les masses* à travers l'engagement dans le Front de Gauche et *indépendance pour gagner l'avant-garde prolétarienne à l'anticapitalisme* que nous invitons les forces de la reconstruction communiste dans et hors du PCF.

L'influence des expériences sud-américaines sur le Front de Gauche

De la première alternance de 1981 jusqu'aujourd'hui la *gouvernance* dictatoriale de classe bourgeoise a fait se succéder dans le cadre du bipartisme, des gouvernements de droite, de « gauche » et de cohabitation entre eux. La droite et la gauche du capital ont appliqué un programme libéral unique : celui dicté par la coalition des grands groupes monopolistes et de l'oligarchie régnante de l'UE.

Cette offensive dévastatrice s'accompagne nécessairement d'une opposition grandissante des victimes. Opposition qui prend les formes du vote dit « contestataire » au profit de partis prétendus « anti-systèmes » et de l'abstention. Le mouvement syndical est quant à lui paralysé par les directions réformistes, bureaucratiques, voire corrompues. L'appareil policier et judiciaire complète le dispositif du joug bourgeois sur la société pendant que les chiens de garde médiatiques enivrent les populations de la fumée de leurs média mensonges. Le parti historique de la classe ouvrière, le PCF, est inféodé et intégré par sa soumission au PS, le parti de la gauche du capital.

Mais la crise générale du système capitaliste, qui a commencé dans les années 70, est entrée dans une phase aiguë qui ne cesse de s'approfondir. Cette crise frappe particulièrement les centres de l'impérialisme mondial : les USA et les pays de l'UE. Le capital financier des USA et des pays de l'UE cherche à baisser radicalement le coût de la force de travail pour accroître les profits et rendre ainsi « compétitifs » les travailleurs dans la guerre économique qu'il livre aux « pays émergents »... Pays émergents où on peut constater le mouvement inverse, avec la hausse du niveau de vie et des salaires des travailleurs. Profitant de la mise à mort de l'URSS et du

camp socialiste, la bourgeoisie impérialiste a décrété la fin de la « société de consommation » à crédit et la fin des « classes moyennes » pour faire payer sa crise aux peuples du Nord.

Comme cela s'est passé notamment en Amérique du sud après des décennies de diktats libéraux sous le joug de régimes semi-coloniaux dictatoriaux soumis aux USA, des différenciations au sein des mouvements populaires se sont opérées, et les masses ont commencé à secouer la férule sanguinaire de l'oppression impérialiste et néocoloniale d'où ont émergé les expériences progressistes antilibérales et anti-impérialistes au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua, etc. Expériences progressistes antilibérales et anti-impérialistes qui sont nées et s'appuient encore sur la formidable et héroïque résistance de Cuba socialiste à l'impérialisme criminel



Raul Castro et Hugo Chavez devant le portrait de Simon Bolivar (Caracas, 2008)

yankee.

Même si « comparaison n'est pas toujours raison », nous assistons ici à un phénomène équivalent, avec la différence suivante : les vieilles démocraties bourgeoises comme la France et les autres pays de l'UE ont mis en place un bipolarisme droite et gauche, superstructure politique de l'économie et de la société dite de consommation à crédit, qui a semé l'illusion d'un capitalisme à visage humain avec l'aide du réformisme dominant dans le mouvement ouvrier. La fin d'une telle illusion va engendrer à terme des grands affrontements de classe sur fond de rupture entre les masses et les partis de droite et de gauche qui incarnent ce mensonge historique. Les votes dits protestataires et l'abstention sont une des formes de manifestation de cette césure progressive qui va devenir un gouffre entre l'élite régnante et les masses populaires trompées.

La victoire du NON au TCE a été le tournant décisif dans le processus de rejet du consensus bourgeois et l'émergence du Front de Gauche en est le prolongement et le moyen, la forme électorale organisée du moment. La haine rencontrée par le candidat J.L. Mélenchon dans les médias, surtout contre sa candidature à Hénin Beaumont face à un PS corrompu et à la présidente du parti fasciste, de la part des deux partis bourgeois de droite (UMP) et de « gauche » (PS) et du parti fasciste illustre bien la menace que constitue pour le bipartisme le développement d'une force antilibérale alternative à l'hégémonie des partis du bipartisme bourgeois.

La campagne électorale présidentielle et législative de 2012 a été une étape dans la marche difficile et complexe vers l'éclatement salvateur de cette bipolarisation politique droite/gauche.

Démarcation idéologique et front antilibéral et antifasciste

Nos camarades contradicteurs de la reconstruction communiste dans et hors du PCF érige une muraille de chine infranchissable entre ces deux exigences politiques du moment : se démarquer idéologiquement pour unir les communistes véritables d'une part, et forger un front antilibéral et antifasciste avec les forces qui proclament leur opposition au diktat de la pensée libérale et aux forces qui représentent la dictature de classe de la bourgeoisie impérialiste d'autre part. Ils passent ainsi leur temps à rechercher des « exemples » qui montrent dans notre pratique que nous sommes en infraction avec le principe léniniste de la démarcation idéolo-

gique. Notre accord sur le *programme minimum* qu'est le « programme partagé » du Front de Gauche pour la présidentielle et les législatives 2012 est dénoncé comme la « preuve » de notre délit de « soumission aux réformistes ». Pour ce faire, nos camarades contradicteurs font semblant d'ignorer qu'au moment de la constitution du Front de Gauche, à l'occasion des élections européennes par exemple, nous avons clairement refusé d'y participer parce que nous avons une opposition de principe à la construction du bloc impérialiste de l'UE et aux institutions qui l'incarnent, notamment le parlement européen.

Nos camarades reconstructeurs font comme si, malgré le rapport des forces encore défavorable au mouvement ouvrier et communiste, nous devons en tant que marxistes-léninistes rester indifférents, voire sous-estimer :

le fait que la dernière expérience d'opposition victorieuse dans les urnes contre les coups du Medef et des partis de gouvernement UMP/MODEM et PS à son service a été le « marcher séparément et frapper ensemble » lors de la campagne pour le NON au TCE, expérience qui pose la nécessité du front unique antilibéral et antifasciste,

l'impact dangereux pour l'unité des travailleurs de la crédibilisation par Sarkozy/Hortefeux/Guéant des thèses racistes du parti fasciste, lequel doit d'ailleurs à cela en partie d'avoir recueilli près de 18% des électeurs à la présidentielle, ce qui exige la mise en place d'un front antifasciste combatif,

la formidable bouée de sauvetage que constitue objectivement le Front de Gauche aux yeux de millions d'électeurs issus du peuple, le réarmement moral, le dynamisme, l'enthousiasme, le réveil et la ferveur militante suscités par notre campagne commune, notamment par le candidat tribun hors pair J. L. Mélenchon, qui a eu un impact mobilisateur chez des millions de travailleurs dont les luttes, les grèves et les manifestations ont été battues par le pouvoir fascisant de l'UMP,

C'est Marx lui-même qui nous a enseigné que parfois, selon le contexte, « *tout pas en avant vaut mieux que dix programmes* » et Lénine d'expliquer qu'« *à chaque étape de l'évolution, à chaque moment, la tactique du prolétariat doit tenir compte de cette dialectique objective de l'histoire de l'humanité: d'une part, en mettant à profit les époques de stagnation politique [de défaite politique] dirions nous aujourd'hui, c'est-à-dire de développement dit 'paisible', avançant à pas de tortue pour accroître la conscience, la force et la combativité de la classe d'avant-garde; d'autre part, en orientant tout ce travail vers le 'but final' de cette classe et en la rendant capable de remplir pratiquement de grandes tâches dans les journées qui concentrent en elles vingt années* » (Maladie infantile du communisme).

Il faut vraiment être aveugle pour nier que du point de vue de la réalité du mouvement communiste, nous sommes à une période de recul idéologique et politique, d'éparpillement des forces et militants communistes. Cette faiblesse des forces communistes nécessite de mener le travail idéologique et théorique à la fois pour nous réunir (reconstruction communiste) et pour recoudre la liaison des communistes avec les masses, principalement les masses populaires et prolétariennes (Front de Gauche). Nous devons apprendre à marcher sur nos deux jambes dans l'accomplissement de ces deux tâches imposées par l'histoire.

Qui peut nier que lors de cette campagne présidentielle et législative, le Front de Gauche, expression politique de la victoire du NON au TCE, est sorti dans les urnes comme la quatrième force politique du pays. Qu'il a surtout permis une bouffée d'oxygène antilibéral et antifasciste chez plus de 4 millions d'électeurs.

Le Front de Gauche a affronté de face le totalitarisme bourgeois selon lequel les banques, la finance, les actionnaires sont « intouchables », selon lequel « sans patron point de salut pour les travailleurs ». Il a expliqué et crédibilisé les revendications syndicales du smic à 1700 euros, la retraite à 60 ans sans baisse de la pension, la taxation du capital au même taux que le travail, celle des dividendes, des profits, de la spéculation boursière, l'interdiction des licenciements boursiers et des fermetures d'entreprises qui ont reçu des subventions publiques et qui font des profits, des choix industriels qui prennent en compte l'écologie, etc. Il s'est attaqué de front aux thèses racistes, xénophobes du parti fasciste, le FN, alors que le PS se taisait et que l'UMP les imitait. Contre l'immigration, les sans papiers bouc-émissaires des fléaux sociaux, il a désigné clairement et directement les banquiers, les patrons, les actionnaires comme les vrais responsables des souffrances des travailleurs et du peuple. Il a démasqué le FN comme un parti au service des intérêts des patrons milliardaires dont la fonction est de tromper en les opposants pour les diviser la classe ouvrière de France.

Le Front de Gauche a montré que le monde du travail doit s'émanciper de l'hégémonie sans partage de l'idéologie libérale bourgeoise et doit renouer avec la lutte des classes pour stopper l'offensive prédatrice et socialement désastreuse du capitalisme en crise systémique.

Les insuffisances qui sont apparues dans cette formidable espérance nouvelle qui contribue à réarmer le mouvement ouvrier et populaire sur des positions antilibérales résident d'abord dans l'illusion de « l'Europe sociale ».

En effet la forte dénonciation du poison raciste distillée par le parti fasciste et son imitation par l'UMP dans un silence coupable du PS n'a pas permis

d'enrayer l'image fautive du FN « seul parti opposé au diktat de l'euro et de l'UE ». Or, la lutte des classes exige l'affrontement du peuple avec la bourgeoisie Française intégrée dans la construction du bloc impérialiste de l'UE sous domination du grand capital allemand, pour préserver les conquêtes sociales et démocratiques de la période du PCF cheville ouvrière du programme du CNR et de la victoire de l'URSS contre le fascisme mondial.

L'annulation de la soi-disant « dette », des plans d'ajustement structurel dit « d'austérité » et de la politique agricole européenne qui offre sur un plateau à l'agrobusiness notre agriculture et appauvrit nos paysans, voilà des grandes exigences que doit porter le Front de Gauche !

Une autre grande question non abordée par le Front de Gauche est, à travers l'exigence de sortie de la France de l'OTAN, le retrait des bases militaires françaises d'Afrique notamment, et l'opposition internationaliste aux guerres impérialistes coloniales contre les peuples de Côte d'Ivoire, de Libye, d'Afghanistan, guerres qui montrent que « les déficits et la dette » ne sont que des prétextes pour faire payer la crise aux travailleurs d'ici et aux peuples de là bas.

L'émergence du Front de Gauche sur la scène politique est donc globalement un bon début au regard du processus de reflux de la capacité combative politique et sociale du monde du travail, des forces démocratiques et des communistes surtout depuis 1981 et



Le programme partagé de la campagne du Front de Gauche aux élections présidentielles et législatives 2012

au regard de l'échec des collectifs antilibéraux pour faire l'unité électorale en 2007.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur nos défaites depuis au moins trente ans pour mesurer d'où nous venons. Le révisionnisme et la social-démocratisation du PCF a produit la collaboration de classe à travers les participations aux gouvernements en 1981, puis en 1997 de la « gauche plurielle » devenue « gauche plus rien », mais a produit aussi au sein de l'opposition communiste à la mutation réformiste dans et hors du PCF une déviation de gauche sectaire, reflet notamment de l'impuissance dans le combat contre la déviation de droite.

Lénine avertissait déjà sur le fait que la déviation de gauche qu'est « la maladie infantile » pouvait devenir un « vice enraciné » : « *Le doctrinarisme de gauche dans le mouvement communiste international est, à l'heure présente, mille fois moins dangereux et moins grave que l'erreur représentée par le doctrinarisme de droite ; mais cela vient uniquement de ce que le communisme de gauche est une tendance de formation récente, qui ne fait que naître* » (Maladie Infantile). Disons le clairement : à l'heure présente le soi-disant « purisme idéologique », l'impatience, l'isolement sectaire, la méconnaissance voire l'ignorance de l'état réel de la conscience de classe des masses, la confusion du rôle et du rapport entre avant-garde et masses, etc., conduisent à la négation de ce que dénonçait avec vigueur Lénine chez les adeptes de l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois : « *pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du capital en arrivent à une telle position [la nécessité de la révolution socialiste – A.N.], la propagande seule, l'agitation seule ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique* » (Maladie Infantile du communisme).

Nos camarades contradicteurs, qui aiment citer à tout vent les classiques, mais hors contexte malheureusement, devraient se confronter à cet enseignement du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste (IC) contre les tenants de la « maladie infantile du communisme » dans les années 20 et 30 : « *Le Comité Exécutif de l'IC croit utile de rappeler à tous les partis frères les expériences des Bolcheviks russes, dont le parti est le seul qui ait jusqu'à présent réussi à vaincre la bourgeoisie et à s'emparer du pouvoir. Pendant les quinze années qui s'étendent entre la naissance du Bolchevisme et sa victoire (1903-1917), celui-ci n'a jamais cessé de combattre le réformisme ou, ce qui revient au même, le Menchevisme. Mais pendant ce laps de temps, les Bolcheviks ont à plusieurs reprises passé des accords avec les Mencheviks. La première scission formelle eut lieu au printemps de 1905. Mais sous l'influence*

irrésistible d'un mouvement ouvrier de vaste envergure, les Bolcheviks formèrent la même année un front commun avec les Mencheviks. La seconde scission formelle eut lieu en 1912. Mais, de 1905 à 1912, la scission alterna avec des unions et des accords temporaires (en 1906, 1907 et 1910). Unions et accords ne se produisirent pas seulement à la suite des péripéties

de la lutte entre fractions, mais surtout sous la pression des grandes masses ouvrières éveillées à la vie politique et qui voulaient voir par elles-mêmes si les voies du Menchevisme s'écartaient véritablement de la révolution. Peu avant la guerre impérialiste, le nouveau mouvement révolutionnaire qui suivit la grève de la Léna engendra dans les masses prolétariennes une puissante aspiration à l'unité, que les dirigeants du Menchevisme s'évertuèrent à exploiter à leur profit, comme le font aujourd'hui les leaders des internationales « socialistes » et ceux de l'Internationale d'Amsterdam. A cette époque les Bolcheviks ne se refusèrent pas au front unique. Loin de là, ils adoptèrent le mot d'ordre de « l'unité à la base », c'est-à-dire de l'unité des masses ouvrières dans l'action révolutionnaire pratique contre la bourgeoisie. L'expérience montra que c'était là la seule vraie voie tactique. Modifiée selon les temps et les lieux, cette tactique gagna au communisme l'immense majorité des meilleurs éléments prolétariens Mencheviks » (Quatre Premiers Congrès de l'IC, 1919-1923).

La renaissance communiste et la reconstruction d'un parti franchement communiste seront le fruit de notre capacité commune dans et hors du PCF à rallier les éléments d'avant-garde qui se révèlent dans les combats au quotidien des travailleurs contre l'exploitation capitaliste à l'entreprise, dans les quartiers populaires et dans les communes rurales. Cette combativité des masses pour se développer et vaincre l'actuel sentiment d'impuissance a besoin de l'unité la plus large des forces qui s'opposent, pour le moment sur des bases antilibérales et antifascistes, aux effets et conséquences destructrices du capitalisme en crise.

Minoritaires et disséminés, les communistes doivent se révéler dans le front antilibéral et antifasciste en théorie et en pratique comme les militants les plus conscients, les plus déterminés et les plus conséquents pour faire évoluer celui-ci vers le combat anticapitaliste. C'est ainsi que faisant leur propre expérience et confrontant les analyses antilibérales et anticapitalistes, les masses laborieuses feront le tri entre le bon grain et l'ivraie.

Mais refuser de contribuer à forger de façon unitaire les organes et mouvements permettant de mettre en branle les masses, alors que nous sommes réduits à l'étape de cercles, de groupuscules, de groupes disséminés dans et hors du PCF, c'est ériger notre propre impotence théorique et notre impuissance pratique en ligne politique sectaire, juste capable de nous donner « bonne conscience de pureté doctrinaire ».

Voilà pourquoi la majorité des organisations du Rassemblement des Cercles Communistes (CC59, CCA, CCRP, CHB) engagées dans le Front de Gauche ont interpellé les autres forces de la reconstruction communiste dans et hors du PCF, les invitant à venir renforcer le travail unitaire antilibéral et antifasciste. Nous avons écrit notamment aux camarades du PRCF pour leur dire clairement notre désaccord à propos de leur candidature objectivement divisive avec le MPEP à Hénin Beaumont contre celle, courageuse et juste, de J.L. Mélenchon face au PS corrompu et surtout face à la candidate fasciste. Les appels au boycott au premier tour de la présidentielle et les bouderies que l'on a pu constater çà et là de certains communistes dans et hors du PCF, mais aussi certaines attitudes sectaires de la part d'éléments du PG sont des calculs politiques que les masses assommées par la broyeuse antisociale du capitalisme débridé en crise rejettent fermement.

Après la brillante campagne et au moment où les acquis de celle-ci doivent servir à implanter la nouvelle force politique partout dans le pays, le réformisme agit et continuera d'agir au sein du Front de Gauche pour le dévoyer vers la conciliation avec les sociaux libéraux PS. Le pas en avant du Front de Gauche dans la rupture d'avec le PS libéral doit être développé et renforcé. C'est une tâche majeure du moment alors que des tendances au sein du PCF et du PG vont essayer de tirer en arrière pour un retour à la soumission



Lénine jouant aux échecs avec un social-démocrate russe (Italie, 1908)

électorale au PS.

Nous espérons que nos camarades de la reconstruction communiste, tirant un bilan objectif et scientifique de l'expérience électorale qui vient de s'achever rectifieront, sans se laisser aveugler par l'orgueil, leur ligne d'isolement sectaire pour s'engager dans le Front de Gauche avec nous et contribuer au combat interne pour approfondir la rupture en cours entre le camp libéral eurocrate et le camp antilibéral issu de la victoire du NON au TCE.

L'essence de classe des théories opportunistes de gauche a été ainsi décrite dans le programme de l'Internationale Communiste à son VIe Congrès en 1928 : « *Le Communisme se heurte, d'autre part à divers courants petits -bourgeois reflétant et exprimant les fluctuations des couches sociales instables (petite bourgeoisie urbaine, moyenne bourgeoisie en voie de dissolution, prolétariat en guenilles – Lumpenprolétariat -, bohêmes intellectuels déclassés, artisans tombés dans la misère, certains groupes de paysans et maints autres éléments). Ces courants, qui se distinguent par une extrême instabilité politique, dissimulent souvent sous une phraséologie de gauche une politique de droite ou tombent dans l'aventurisme, substituant à la connaissance objective des forces en présence une bruyante gesticulation politique, passant fréquemment de la « surenchère » révolutionnaire la plus insolente au plus profond pessimisme et à de véritables capitulations devant l'ennemi. Ces courants peuvent, dans certaines conditions, surtout au moment de changements brusques dans la situation politique et dans la nécessité de reculs momentanés, jouer dans les rangs du prolétariat un rôle désorganisateur des plus dangereux et entraver ainsi le mouvement ouvrier révolutionnaire* ».

L'engagement commun des forces communistes dans et hors du PCF dans le Front de Gauche sera un acte de dépassement de la menace qui pèse sur le mouvement communiste encore socialement petit bourgeois et de l'expérience en cours du front antilibéral et antifasciste lui aussi dominé par la rébellion de la petite bourgeoisie en voie de paupérisation. En effet aujourd'hui encore, le Front de Gauche n'apparaît pas suffisamment comme un espace de « rupture avec le système capitaliste ». Certaines forces au sein même du Front de Gauche travaillent à rendre cette rupture inoffensive, et n'ont cessé de renouer les liens et d'intégrer le Front de Gauche au sein de la « gauche ». On le voit avec le débat sur la participation au gouvernement et la façon de se positionner face au PS, sur la façon de vouloir « à tout prix » sauver un groupe de députés au Parlement en remisant la notion essentielle « d'autonomie conquérante » dans le grenier des vieilleries au bénéfice d'une vieille alliance « gauche plurielle ». Rappelons encore une fois que Les participations au gouvernement social-démocrate libéral du PCF alors que le PG actuel était à l'intérieur du PS en 1981 puis en 1997 ont été des tournants politiques décisifs dans les travaux pratiques de la collaboration de classes qui a désarmé le mouvement ouvrier face aux attaques sans précédent du capital et de ses serviteurs de droite et de « gauche » au pouvoir. Le « socialisme ministériel » de 1981 et de 1997 donne tout sa pertinence éclairante à l'avertissement suivant de F. Engels en 1894 à partir de l'expérience italienne d'alors : « *Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au nouveau gouvernement - mais toujours en minorité. Cela est le plus grand danger. Après février 1848, les démocrates socialistes français (...) ont commis la faute d'accepter des sièges pareils. Minorité au gouvernement des républicains purs, ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter* » (F. Engels, *La révolution italienne à venir et le Parti Socialiste* – œuvres choisies - P.486).

Il nous faut donc également approfondir la rupture idéologique et politique avec la social-démocratie libérale du PS et lutter pour que le Front de Gauche reste ce qu'il est : une force de rassemblement antilibéral de rupture avec le social-libéralisme qui a tenté d'imposer le OUI au TCE et a notamment depuis approuvé les différents traités européens antisociaux jusqu'au MES voté en avril dernier, et le faire ensuite évoluer vers un véritable front populaire anticapitaliste.

Opportunisme de droite et de gauche sur les questions du parti et du front : l'exemple Grec



Nos camarades de la reconstruction communiste qui nous opposent l'exemple du Parti Communiste Grec (KKE) pour dénoncer notre engagement dans le Front de Gauche ont des difficultés à comprendre notre accord total avec les critiques idéologiques de nos camarades Grecs adressées au Parti de la Gauche Européenne (PGE) dont la ligne social-démocrate est le fruit de décennies de révisionnisme théorique et pratique, d'abandon du marxisme-léninisme et d'antisoviétisme. Non seulement nous partageons la défense de l'objectif de la révolution socialiste avec nos camarades du KKE, mais nous soutenons aussi, DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE EN GRECE, leur opposition à Syriza (l'équivalent du Front de Gauche) et leur refus de participer à tout gouvernement qui refuse d'exiger l'annulation de la soi-disant dette et de sortir de l'euro et de l'UE.

En effet le KKE est un vrai parti communiste qui a su opérer une critique et une autocritique scientifique marxiste-léniniste pour l'essentiel, alors que le PCF a jeté « l'eau du bain et le bébé » en capitulant devant la *blitzkrieg* idéologique et politique de l'impérialisme triomphant lors de la défaite du camp socialiste et de l'URSS.

Le KKE, par son travail idéologique et politique dans le contexte de la contre-révolution bourgeoise des années 90, a pour l'essentiel non seulement résisté, mais a su préserver sa ligne révolutionnaire, son implantation dans le mouvement ouvrier et populaire en tant que parti de classe et ainsi garder son caractère prolétarien.

Nous pensons que parmi les facteurs explicatifs décisifs de cette performance du KKE, il y a contrairement à ce qui s'est passé au PCF et au PCI, la lutte intransigeante pour défendre le glorieux passé antifasciste et anti-impérialiste du mouvement communiste Grec et sa lutte contre la dictature des colonels (soutenus par les prétendues « démocraties occidentales »), sans oublier son combat contre l'idéologie chauvine impérialiste et trotskiste qu'est « l'eurocommunisme ».

La Grèce apparaît aujourd'hui comme un des maillons faibles de la construction impérialiste sous domination allemande qu'est l'UE. Le capitalisme en crise en fait le laboratoire du recul social généralisé et de l'appauvrissement généralisé du monde du travail et des peuples des pays de l'UE. La crise politique y prend la forme de l'effondrement de l'influence des partis « traditionnels » de droite et

de gauche (socialiste) de la bourgeoisie sur le peuple. La coalition Syriza qui regroupe des scissionnistes provenant de la social-démocratie, des trotskistes et d'autres débris politiques issus de la petite bourgeoisie en cours de paupérisation accélérée, apparaît ici comme l'ultime recours pour sauver le système bourgeois et la capture de la Grèce dans les griffes de la prison des peuples qu'est l'UE prédatrice. Syriza, tout comme le PCF, le PG et les trotskistes d'ici sont encore prisonniers de l'illusion de « l'Europe sociale ». L'autre recours, celui de la dictature terroriste du capital grec inféodé au capital financier eurocrate sont les partis fascistes grecs.

Dans le contexte de la crise politique en Grèce qui s'oriente rapidement vers une crise révolutionnaire, l'appel à Syriza pour former un gouvernement dit de « gauche » même critique vis-à-vis du mémorandum antisociale et anti-démocratique imposé par l'UE est un piège pour décapiter le mouvement ascendant du peuple vers la révolution sociale et politique. Dans un tel contexte, en cas de gouvernement Syriza, nos camarades du KKE seront à Syriza ce que les Bolcheviks étaient aux mencheviks entre février-mars et octobre 1917 (les soviets en moins pour le moment).

Voilà pourquoi nous soutenons sans aucune réserve l'attitude politique révolutionnaire courageuse, ferme, déterminée de nos camarades du KKE, indépendamment des évolutions liées au rapport des forces évolutif dans le cadre du bras de fer en cours qui combine, en Grèce, lutte frontale de classe et de masses et luttes électorales. Les masses sont en train de faire l'expérience que la construction du bloc impérialiste de l'UE n'est pas « réformable », que les peuples doivent le détruire pour réaliser dans le cadre national la révolution socialiste.

C'est ce chemin, celui de la Révolution d'Octobre 1917, que suit le KKE qui doit cependant éviter, dans sa lutte pour frayer la voie à la révolution prolétarienne contre les manigances de la bourgeoisie nationale anti-patriotique Grecque, laquais de l'UE impérialiste, la tragédie portugaise des années 70 que Samuel Huntington décrit ainsi : « *La crise portugaise semblait, de bien des manières, rejouer la révolution russe de 1917, le coup d'état d'avril tenant lieu de révolution de février, Caetano reprenant le rôle de Nicolas II et les groupes dominants au sein du MFA celui des bolcheviks. La dégradation de la situation économique et l'agitation populaire constitue deux autres traits communs. Enfin, on peut établir un parallèle entre la tentative de coup d'état venue de la droite et perpétrée, en 1975, par le général de Spínola, et la conspiration de Kornilov. Toutes ces similitudes n'échappèrent pas aux observateurs avisés. En septembre 1974, Mario Soares, ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire et leader du parti socialiste portugais, eut une entrevue avec le secrétaire d'état américain Henry Kissinger à Washington. Reprochant à Soares et aux autres modérés de ne pas agir avec assez de vigueur pour écarter la menace d'une dictature marxiste-léniniste, Kissinger dit à ce dernier : 'vous êtes un Kerenski... je crois en votre sincérité, mais vous êtes un naïf.*

Je n'ai aucune envie d'être un Kerenski, répliqua Soares.

Kerenski n'en avait pas envie non plus', rétorqua Kissinger.

Le Portugal, cependant, n'allait pas évoluer comme la Russie. Les Kerenskis l'emportèrent ; La démocratie triompha. Soares allait devenir premier ministre et plus tard président. Et le Lénine de la révolution portugaise, celui qui sut, au moment décisif, faire montre de force et de maîtrise afin d'obtenir le résultat politique désiré, fut un colonel taciturne, favorable à la démocratie, nommé Antonio Ramalho Eanes. Le 25 novembre 1975, il écrasa les gauchistes des forces armées et assura l'avenir de la démocratie » (Troisième vague, les démocraties de la fin du XXème siècle, édition Nouveaux Horizons, p.2 et 3).

Disons le clairement : **La direction du PCF et le PG font une critique opportuniste de droite du KKE alors que l'URCF, le PRCF**

et l'opposition interne au PCF contre le Front de Gauche tombent dans la déviation de gauche sectaire en présentant, hors de tout contexte, la politique juste du KKE en Grèce comme un modèle à imiter ici en France.

C'est donc sous un pavillon usurpé que voyagent nos contradicteurs du mouvement de la reconstruction communiste dans et hors du PCF, pour semer la confusion entre la situation en Grèce et celle qui prévaut ici en France.

En effet, le PCF, à direction social-démocrate, a été rejoint par une scission de gauche du PS (le PG) et des débris trotskistes pour mettre en place le Front de Gauche sur la base d'une orientation antilibérale. Cette nouvelle donne résulte des résistances ouvrières et populaires, des luttes nationales des peuples opprimés du sud, de la critique du libéralisme par le mouvement altermondialiste avec ses contradictions et de la rébellion dans les urnes du peuple contre le TCE.

Le rapport des forces entre mouvement communiste et mouvement antilibéral est ici TOTALEMENT différent de la situation Grecque. Ici nous devons travailler à la fois à construire un large front de résistance populaire face au saccage social et anti-démocratique du capital, et reconstruire un parti communiste digne des meilleures traditions révolutionnaires du PCF *Section Française de l'Internationale Communiste.*

Dès lors l'équation est ici comment et sur quelle base politique agir avec toutes les forces antilibérales pour aider le mouvement ouvrier et populaire dans ses luttes et comment œuvrer à rassembler les communistes dans et hors du PCF pour les unifier à terme dans un seul parti qui rassemblera l'avant-garde prolétarienne dans l'optique du renversement du capitalisme ?

Dialectique des luttes électorales et de la lutte de classe des travailleurs : l'avenir est à nous !

Comment va évoluer le pays avec le retour du PS au pouvoir dans le contexte d'une aggravation accélérée de la crise du capitalisme et des diktats de la cure d'austérité que l'UE impose aux peuples ? Dans un premier temps on peut s'attendre à ce que là où la droite fascisante Sarkoziste appliquait brutalement la casse des acquis sociaux et démocratiques, le PS euro-libéral va chercher à faire passer la pilule à dose homéopathique en donnant des sucettes aux dirigeants syndicaux réformistes et en instrumentalisant le fascisme lepéniste comme l'a fait Mitterrand.

Rappelons que la « solution » bourgeoise des Medef européens est de faire payer la crise aux peuples de tous les pays de l'UE en baissant les salaires, c'est-à-dire le coût de la force de travail du peuple travailleur au nom de la « compétitivité » et des profits. **Tel est le programme unique de la dictature multipartiste de classe de la bourgeoisie nationale impérialiste devenue aujourd'hui eurocratique.**

Les fortes résistances du mouvement ouvrier, à l'instar des mobilisations et grèves de novembre-décembre 1995, de 2010 contre le saccage de la retraite, ont révélé l'impotence et l'inefficacité des dirigeants syndicalistes bureaucrates et de leur ligne réformiste d'alliance au sommet qui ont empêché la généralisation de la grève. Un des prétextes majeurs pour éviter d'orienter la mobilisation gréviste vers la grève générale a été qu'il « n'y a pas d'alternative politique de transformation sociale ». En pratique, l'émergence du Front de Gauche met à l'épreuve ce faux prétexte, car il n'y a pas et il ne peut y avoir de mur infranchissable entre mouvement des masses en lutte et alternative politique.

Mais ce qui guette à terme le PS revenu au pouvoir est le syndrome grec où le PASOK (PS) et la droite ont été rejetés par l'écrasante majorité du peuple. L'application des politiques d'austérité au nom de « la lutte contre les déficits et la dette » va entraîner l'effondrement du PS et parallèlement celui de l'UMP miné par l'influence grandissante du fascisme lepéniste en son sein. Ce processus vers l'implosion du régime de bipartisme de la démocratie bourgeoise a déjà commencé avec la reprise des thèses ouvertement racistes par Sarkozy, l'ex-président candidat à la présidentielle, par des pans entiers de l'UMP et le « ni-ni » au second tour des législatives et les appels ouverts à des accords avec le FN.

C'est dès maintenant qu'il faut se préparer activement à ce scénario, en soutenant partout les luttes sociales et démocratiques à l'entreprise, dans les quartiers populaires et dans les communes rurales, et en implantant partout le Front de Gauche. Le face à face

électoral de cette année entre le Front de gauche et le FN est annonciateur de l'inévitable face à face dans la rue et dans les urnes lorsque le PS libéral aura épuisé, à l'épreuve du pouvoir, son influence actuelle sur la majorité du monde du travail et du peuple alors que la droite (UMP et Modem) est en train de perdre son influence électorale au profit du FN.

Là réside aussi l'enjeu d'une prise de conscience accélérée au sein des communistes hors et dans le PCF pour se rassembler et enclencher le processus de reconstruction de l'unité véritable des communistes, et pour œuvrer par son engagement collectif dans le Front de Gauche à sa transformation de front antilibéral et antifasciste en front populaire anticapitaliste. C'est la tâche historique qui interpelle et se pose aux communistes de France, c'est le défi à relever et nous appelons à le faire ensemble !

Quelques éléments de réflexion sur les résultats électoraux du Front de Gauche

Le Front de Gauche (FdG), né en 2009, vient de passer sa première véritable épreuve du feu durant les élections les plus populaires, avec les municipales. Deux questions étaient posées :

1. le FdG a-t-il réussi à rattraper le déclin du PCF ?

2. le FdG a-t-il réussi un début de reconquête de la classe ouvrière ?

Pour ces deux questions il faut mesurer l'ampleur du déclin du PCF, aussi il sera mis en perspective avec les élections depuis 1981 à la fois du PCF lui-même mais aussi des composantes qui apparaissent comme en rupture à gauche avec le PS (bien que l'on puisse se demander si le PCF de R. Hue l'était encore).

Evolution des « grandes composantes » aux élections présidentielles depuis 1981

Ces élections sont prises en compte car elles sont au cœur du régime de la V^e république. Bien que cela relève d'une simplification évidente, les divers candidats ont été regroupés en 4 grandes composantes :

« **Gauches du PS** » : Marchais (1981), Laguillier (1981,1988,1995,2002,2007), Juquin (1988), Bousset (1988), Hue (1995,2002), Besancenot (2002,2007), Gluckstein (2002), Buffet (2007), Bové (2007), Schivardi (2007), Mélenchon (2012), Arthaud (2012), Poutou (2012).

« **PS et proches** » : Mitterrand (1981,1988), Crépeau (1981), Bouchardeau (1981), Lalonde (1981), Jospin (1995,2002), Voynet (1995,2007), Cheminade (1995,2012), Chevènement (2002), Mamère (2002), Taubira (2002), Royal (2007), Hollande (2012), Joly (2012).

« **Droites** » : Giscard (1981), Chirac (1981,1988,1995,2002), Debré (1981), Garaud (1981), Barre (1988), Waetchter (1988), Balladur (1995), Madelin (2002), Boutin (2002), Josse (2002), Bayrou (2002, 2007, 2012), Lepage (2002), Sarkozy (2007,2012), Nihous (2007), Dupont Aignan (2012).

« **Extrêmes droites** » : Le Pen père (1988, 1995, 2002, 2007), de Villiers (1995, 2007), Mégret (2002), Le Pen fille (2012).

Ces regroupements donnent en nombre de voix et en pourcentage d'inscrits les valeurs indiquées dans la **figure 1**.

Les « gauches du PS » ont ainsi presque retrouvé leur niveau de 1995 (en % d'inscrits) et dépassé en nombre de voix (il y a beaucoup plus d'inscrits suite aux campagnes d'inscription massive sur les listes électorales ; 1,4 millions en 2006 notamment, suite au « traumatisme de

2002 »). Alors que les conditions étaient moins favorables :

- le dernier gouvernement du PS ne datait que de 2 ans, la droite et le PS se partageaient le discrédit des mauvais coups portés, contrairement à 2012;

- le PCF n'avait à son actif que 3 ans (1981-1984) de participation gouvernementale, et pas dans la pire période (1997-2002). Les méfiances fondées vis à vis du PCF et du PG qui ont participé au gouvernement « gauche plus rien » ne doivent pas voiler le tournant antilibéral de la campagne victorieuse du NON au TCE;

- le « vote utile » anti-FN dès le premier tour n'existe qu'après 2002...

Par rapport à 2007, le seul candidat Mélenchon (3.985.089 voix) dépasse l'ensemble des voix de tous les NONistes de gauche de 2007 et des « gauches du PS » de 2002. Il est le premier candidat à gauche du PS à faire un score à 2 chiffres, par rapport aux exprimés, depuis 1981. Le candidat du FdG a dépassé le « 3^{ème} homme » de 2007. C'est la première fois (même en 1981, le résultat du candidat du PCF de Marchais est décevant par rapport aux législatives précédentes, la comparaison avec 1974 étant impossible) que la « gauche du PS » progresse en même temps qu'une poussée du vote pour le PS.

Bien que les résultats n'aient pas atteint ceux de 1981 (ce qui aurait été miraculeux), les résultats des élections présidentielles sont indiscutablement très bons.

Vote PCF et FdG aux élections présidentielles et législatives

Pour les autres élections, une étude synthétique des régionales est compliquée car les configurations sont très diverses mais les résultats là où le FdG était uni comme dans le Nord (plus de 10%) ont été bons. Pour les législatives (une comparaison sera aussi faite avec les prési-

Vote aux présidentielles en % d'inscrits depuis 1981

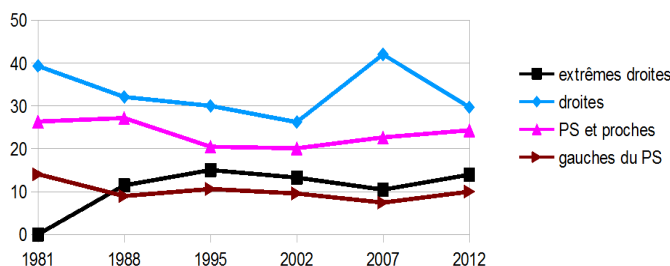
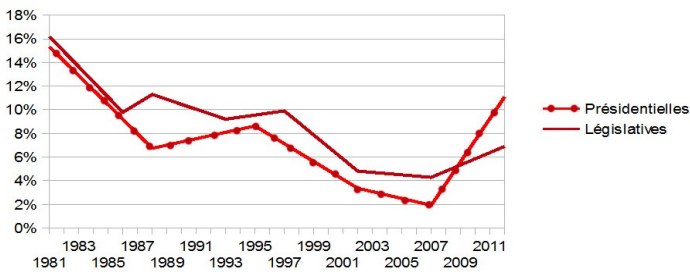


Figure 1

	1981		1988		1995		2002		2007		2012	
	nombre de voix	%	nombre de voix	%	nombre de voix	%	nombre de voix	%	nombre de voix	%	nombre de voix	%
extrêmes droites			4 376 742	11,46	6 014 373	15,04	5 471 739	13,28	4 652 937	10,46	6 421 802	13,9489
droites	14 316 724	39,3%	12 260 201	32,1%	12 007 692	30,0%	10 808 147	26,2%	18 689 427	42,0%	13 673 754	29,7%
PS et proches	9 596 414	26,4%	10 381 322	27,2%	8 193 898	20,5%	8 284 812	20,1%	10 076 778	22,7%	11 191 413	24,3%
gauches du PS	5 124 979	14,1%	3 418 469	9,0%	4 248 589	10,5%	3 933 773	9,6%	3 300 254	7,4%	4 598 832	10,0%

Figure 2

% en exprimés du PCF et du FdG



dentielles) la comparaison doit se porter avec les résultats du PCF car celui-ci a fourni l'essentiel des candidats. Les résultats sont indiqués dans la figure 2 (en % exprimés).

Le FdG a gagné 686.691 voix par rapport au PCF en 2007, c'est donc un succès certes relatif mais significatif (+ 62%).

Le graphique montre que les 2 périodes de très forte baisse (1981-1986) et (1997-2002) correspondent aux participations gouvernementales du PCF. Une partie de l'explication de la progression nettement moindre du FdG aux législatives par rapport aux présidentielles est à rechercher dans l'image du PCF dont le souvenir de sa participation au gouvernement « gauche plus rien » est encore prégnant. Un nombre important de candidats ne présente que peu de caractéristiques d'un candidat de rupture que Mélenchon a su représenter. Les hésitations de la direction du PCF quant à une éventuelle participation à un gouvernement PS n'a pas aidé à montrer l'utilité d'élus du FdG. La dynamique de la campagne des présidentielles n'a pas ainsi pu être entièrement reproduite pendant les législatives.

Composition sociale du vote PCF et FdG

Concernant cette question, il est intéressant de comparer avec la composition du vote PCF de ces dernières décennies. Dans communisme 72/73 2002-2003 p.114 le tableau suivant est fourni :

La « sur-représentation » des ouvriers et employés dans le vote PCF n'existe donc plus en 2002 et est déjà bien affaibli en 1995. La figure 3 permet d'obtenir, le pourcentage du vote PCF par CSP. Les études à la sortie des urnes par les instituts de sondage donnent les chiffres indiqués dans le document 4.

La fiabilité de ces résultats est loin d'être parfaite mais les résultats indiquent que l'électorat FdG n'est pas moins ouvrier et employé que celui du PCF en 1988 et 1995. Le FdG a plus mobilisé les professions intermédiaires, celles-ci sont nettement plus fragilisés qu'il y a 20 ans et une fraction entre en résistance au système bien qu'elles ne soient pas porteuses du renversement du capitalisme. L'analyse géographique globale indique une homogénéité où les points forts correspondent aux anciens points forts du PCF. Ceci est révélateur que le PCF est la principale force du FdG mais que le FdG a commencé à mobiliser des forces nouvelles dont l'analyse sociologique ne peut être déduite de cette simple analyse géographique.

Les analyses plus locales confirment que le FdG a su toucher les couches populaires. Mélenchon, dans son blog, rapporte un certain nombre de résultats locaux du premier tour des présidentielles. Ainsi, à Marseille, le FdG a atteint plus de 20 % dans plusieurs arrondissements populaires des quartiers nord. A Vaulx-en-Velin, 71% d'ouvriers ou d'employés, le FdG y gagne plus de 2000 voix et est la 2^{ème} force avec près de 19 % des voix. A Petit-Couronne en Seine-Maritime où la fermeture de la raffinerie Petroplus menace 900 ouvriers et où tous les candidats à la présidentielle se sont rendus, Sarkozy a perdu 249 voix, le PS en a gagné 114, le FN 436 et le FdG 693. Les deux départements où Sarkozy a réalisé ses plus mauvais scores – la Seine-Saint-Denis et l'Ariège – sont aussi ceux où le FdG obtient ses meilleurs résultats, avec près de 17 % et des pics à 25 % dans de nombreuses com-

munes à composition sociale populaire. A Audincourt, où résident 3000 ouvriers qui travaillent sur les sites de PSA Sochaux-Montbéliard, Sarkozy perd 439 voix, Le Pen en gagne 376, tandis que le FdG en gagne 740. A Montbéliard, chez Moscovici, Hollande a fait 105 voix de moins que Royal, le FdG y a gagné plus de 1 000 voix en cette terre ouvrière. A Cavaillon, 64 % d'ouvriers et d'employés, le PS n'engrange que 13 voix de plus, le FdG en a gagné 1200 voix. Sur la communauté urbaine de Lille, c'est dans les villes ouvrières, Roubaix, Tourcoing, dans les quartiers populaires de Lille et Villeneuve d'Ascq que les scores du FdG ont le plus progressé et atteint près de 29% dans certains bureaux de vote dans des quartiers populaires. Il ne faut pas oublier que même à Hénin Beaumont, le FdG gagne 1000 voix par rapport au premier tour de la présidentielle, alors qu'il était combattu à la fois par le FN et le PS.

Enfin, l'analyse des votes de ceux se déclarant sympathisant d'un syndicat de salarié indique que le FdG touche les travailleurs les plus combattifs (figure 5). La campagne a d'ailleurs vu de nombreux syndicalistes, notamment CGT, s'engager en faveur de Mélenchon.

Le FdG est donc une force nouvelle dont les forces sociales sont une partie des couches moyennes fragilisées mais également une fraction des couches populaires et ouvrières, y compris les travailleurs des minorités issues de l'immigration ou de la colonisation.

Il peut et doit être transformé en un véritable front populaire de gauche où les communistes ont à prendre leur place pour y constituer une aile révolutionnaire pour que la classe ouvrière consciente en prenne la direction ce qui accélérera la capacité de résistance des masses laborieuses et la reconstruction d'un parti authentiquement communiste et révolutionnaire.

Fig.3

vote PCF par CSP	Lajoinie 1988	Hue 1995	Hue 2002
agriculteurs	2,6%	1,4%	0,0%
artisans, comm., chefs d'ent.	2,1%	3,3%	1,1%
cadres et prof. interm. sup.	2,4%	10,3%	1,7%
professions intermédiaires	6,0%	10,6%	2,6%
employés	7,4%	10,4%	2,8%
ouvriers	12,3%	13,6%	3,9%
retraités	6,6%	7,4%	5,8%
chômeurs	6,0%	8,7%	2,2%
autres inactifs	7,0%	7,0%	1,8%

Fig.4

vote par CSP selon 3 sondages à la sortie des urnes	ipsos	opinionway	ifop
artisans, comm., chefs d'ent.	3%	6%	7%
Profession libérale, cadre	9%	10%	9%
professions intermédiaires	14%	14%	14%
employés	12%	12%	11%
ouvriers	11%	15%	18%
retraités	12%	8%	9%
chômeurs	19%	15%	non fourni

Fig.5	Résultats électoraux	CGT	CFDT	FO	USS	UNSA	CFTC	CGC	FSU
sources :	min. intérieur	IFOP	IFOP	IFOP	IFOP	IFOP	HVI	HVI	HVI
N. Arthaud	0,6	2	2	1	4	-	-	-	-
Ph. Poutou	1,1	2	1	2	5	-	1	-	-
J.-L. Mélenchon	11,1	28	9	16	36	5	4	2	31
F. Hollande	28,6	40	42	31	30	35	20	24	61
E. Joly	2,3	3	4	1	3	5	3	1	1
F. Bayrou	9,1	2	12	7	2	10	15	9	3
N. Sarkozy	27,2	7	10	10	6	14	42	-53	1
N. Dupont-Aignan	1,8	-	3	1	1	2	-	-	-
J. Cheminade	0,2	-	1	-	-	1	-	-	-
M. Le Pen	17,9	16	16	31	13	28	15	11	3
Total	100,0	100	100	100	100	100	100	100	100